

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

Cabot Place, Phase II, 2nd Floor

Box 4600

St. John's, NL

A1C 5T2

Bid Fax: (709) 772-4603

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

PWGSC / TPGSC - Nfld. Region
Cabot Place, Phase II, 2nd Floor
Box 4600
St. John's, NL
A1C 5T2

Title - Sujet S/O Timber Supply	
Solicitation No. - N° de l'invitation EA003-182986/A	Date 2018-03-22
Client Reference No. - N° de référence du client EA003-182986	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$XAQ-031-7054
File No. - N° de dossier XAQ-7-40207 (031)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-05-02	Time Zone Fuseau horaire Newfoundland Daylight Saving Time NDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Baird, Janice	Buyer Id - Id de l'acheteur xaq031
Telephone No. - N° de téléphone (709)772-2999 ()	FAX No. - N° de FAX (709)772-4603
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA JOHN CABOT BLDG 10 BARTERS HILL P.O.BOX 4600 ST JOHNS Newfoundland and Labrador A1C5T2 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

<u>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX</u>	3
1.1 INTRODUCTION	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.4 COMPTE RENDU	4
<u>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS</u>	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	7
2.5 LOIS APPLICABLES	7
<u>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES</u>	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	8
<u>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION</u>	10
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	10
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	10
<u>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES</u>	11
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	11
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	11
<u>PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET D'ASSURANCES</u>	13
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	13
6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	13
<u>PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT</u>	14
<u>A. OFFRE À COMMANDES</u>	14
7.1 OFFRE	14
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	14
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	14
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	15
7.5 RESPONSABLES	15
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	16
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	16
7.8 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES	16
7.9 INSTRUMENT DE COMMANDE	16
7.10 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	17
7.11 LIMITATION FINANCIÈRE	17
7.12 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	17
7.13 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	17
7.14 LOIS APPLICABLES	18

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	19
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	19
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	19
7.3 DURÉE DU CONTRAT	19
7.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	19
7.5 PAIEMENT	19
7.6 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION	20
7.7 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	20
7.8 CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	21
7.9 INSPECTION ET ACCEPTATION	21
7.10 INSTRUCTIONS D'EXPÉDITION - LIVRAISON A DESTINATION	21
7.11 FRAIS DE TRANSPORT	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ANNEXE « A » BESOIN	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ANNEXE « C » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ANNEXE « D » EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ANNEXE « E » FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ANNEXE « F » DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ – LISTE DES NOMS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | <p>7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :</p> <p>7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;</p> <p>7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.</p> |

Les annexes comprennent le besoin, la base de paiement, les instruments de paiement électronique, les exigences en matière d'assurance, le volume d'affaires de l'offre à commandes, et les dispositions relatives à l'intégrité – La documentation requise.

1.2 Sommaire

Services publics et Approvisionnement Canada de la fonction publique (CPFP) a besoin d'établir une offre à commandes individuelle et régionale pour l'approvisionnement en bois, au fur et à mesure des besoins sera utilisé à divers sites maritime au sein de Terre-Neuve et du Labrador.

Période de l'offre à commandes :

Le RISO(s) sera pour une période de deux (2) ans à partir de la date d'émission. Une prolongation de trois (3) mois est disponible à la fin de la période de l'offre à commandes.

Valeur globale : 3 450 000,00 \$

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à l'annexe « A » – Besoin.

Le besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'accord économique et commercial global (aecg entre le Canada et l'Union européenne), et l'Accord de libre-échange canadiennes (TAFC).

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2017-04-27) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

Clause du Guide des CCUA [M0019T](#) (2007-05-25), Prix et(ou) taux fermes

Clause du Guide des CCUA [M1004T](#) (2016-01-28), Condition du matériel - offre

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- la date de la cessation d'emploi;

-
- d. le montant du paiement forfaitaire;
 - e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
 - f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
 - g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur à Terre-Neuve-et-Labrador et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique – une (1) copie papier

Section II : offre financière – une (1) copie papier

Section III: attestations – une (1) copie papier

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe « B » - Base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures – offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires - à compléter par l'offrant

- Il est obligatoire de fournir des prix pour tous les éléments et pour toutes les zones géographiques et pendant les deux ans. Faute de quoi vous jugent votre soumission irrecevable et éliminée sera donnée.

Rencontré _____ Pas rencontré _____

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Évaluation du prix

Clause du Guide des CCUA [M0220T](#) (2016-01-28), Évaluation du prix

4.1.2.2 déroulement de l'évaluation

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement

Clause du *Guide des CCUA* [M0031T](#) (2007-05-25), Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement

Deux offres à commandes seront attribuées. Le principal (faible soumissionnaire) sera attribué à 80 % de la valeur totale et le secondaire (deuxième plus bas soumissionnaire) sera attribué à 20 % de la valeur totale. L'offre à commandes secondaires sera utilisée uniquement si la principale n'est pas en mesure de livrer la marchandise.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail \(https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4\)](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

5.2.3.1 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les cinq (5) jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Il n'y a aucune exigence de sécurité.

6.2 Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe D si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

[2005](#) (2016-04-04), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe intitulée E. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- premier trimestre : du 1 avril au 30 juin
- deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre
- troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre
- quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les dix (10) jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

La période pour des commandes subséquentes à cette offre à commandes sera deux (2) ans plus une prolongation de trois mois.

7.4.2 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à la commande subséquente. Les points de livraison possibles sont Terre-Neuve-et-Labrador.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Janice Baird
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
John Cabot Building, 10 Barter's Hill
P.O. Box 4600, St. John's, NL A1C 5T2

Téléphone : 709-772-2999
Télécopieur : 709-772-4603
Courriel : janice.baird@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant (à compléter par l'offrant)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ ____ ____
Télécopieur : ____ ____ ____

Courriel : _____

7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : la Garde côtière canadienne, Région de l'Atlantique.

7.8 Procédures pour les commandes

L'utilisateur désigné passera une commande subséquente pour le travail requis au fournisseur titulaire de l'offre à commandes.

7.9 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPSGC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :
 - le numéro de l'offre à commandes;
 - l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
 - la description et le prix unitaire de chaque article;
 - la valeur totale de la commande subséquente;
 - le point de livraison;

- la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
- la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 100 000 \$ (taxes applicables incluses).

7.11 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____ \$, (*à compléter lors de l'émission d'une offre à commandes*) (taxes applicables incluses) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.12 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- la commande subséquentes à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- les articles de l'offre à commandes;
- les conditions générales 2005 (2016-04-04), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- les conditions générales 2010A (2016-04-04) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- les conditions générales 2010C (2016-04-04) Conditions générales - services (complexité moyenne);
- l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- l'Annexe « B », Base de paiement;
- l'Annexe « C », Instruments de paiement électronique;
- l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;
- l'Annexe « E », Offres à commandes - établissement des rapports;
- l'Annexe « F », Frais de voyage;
- l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*), (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'émission de l'offre: « clarifiée le _____ » ou « telle que modifiée le _____ » et insérer la ou les date(s) de la ou des clarification(s) ou modification(s)*).

7.13 Attestations et renseignements supplémentaires

7.13.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.13.2 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* A0285C (2007-05-25), Indemnisation des accidents du travail

7.14 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur à devant Terre-Neuve-et-Labrador et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

[2010A](#) (2016-04-04), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 16, Intérêt sur les comptes en souffrance, de [2010A](#) (2016-04-04), Conditions générales - biens (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

[2010C](#) (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de [2010C](#) (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être complétés conformément à la commande subséquente.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'*Avis sur la Politique des marchés : 2012-2* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix ferme précisé(s) dans l'annexe B – Base de paiement. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces

interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.5.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CUA* [C6000C](#) (2011-05-16), Limite de prix

7.5.3 Paiements multiples

Clause du *Guide des CUA* [H1001C](#) (2008-05-12), Paiements multiples

7.5.4 Clauses du *Guide des CUA*

Clause du *Guide des CUA* [A9117C](#) (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

Clause du *Guide des CUA* [B7500C](#) (2006-06-16), Marchandises excédentaires

7.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente

(Insérer la clause suivante, s'il y a lieu, lorsque le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes sera effectué au moyen d'instruments de paiement électronique, Se référer à l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, dans laquelle l'offrant a indiqué quels instruments électroniques de paiement sont acceptés. Les agents de négociation des contrats doivent reproduire ci-dessous, l'information tirée de l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, dans laquelle ont été identifiés les instruments de paiement électronique acceptés par l'entrepreneur et renuméroter en conséquence.)

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.6 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

7.7 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D.

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.8 **Clauses du Guide des CCUA**

A9065C	(2006-06-16)	Insigne d'identité
A9068C	(2010-01-11)	Règlements concernant les emplacements du gouvernement
B5007C	(2010-01-11)	Procédures pour modifications de conception ou travaux supplémentaires
B1505C	(2016-01-28)	Transport des marchandises dangereuses/produits dangereux
D3015C	(2014-09-25)	Marchandises dangereuses / produits dangereux - conformité de l'étiquetage et de l'emballage Compliance
A9041C	(2008-05-12)	Récupération
D5328C	(2014-06-26)	Inspection et acceptation
A0285C	(2007-05-25)	Indemnisation des accidents du travail
B4024T	(2017-07-01)	Aucun produit de remplacement
D0018C	(2007-11-30)	Livraison et déchargement
B2004C	(2006-06-16)	Bois - estampillage de la classe

7.9 **Inspection et acceptation**

Le chargé de projet sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

7.10 **Instructions d'expédition - livraison à destination**

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

- a. franco bord destination, y compris tous les frais de livraison et les droits de douane et les taxes applicables.

ANNEXE « A » BESOIN

Mettre en place une offre à commandes régionale individuelle pour la fourniture de bois sur une base fur et à mesure pour le ministère des travaux publics et Services gouvernementaux Canada être utilisé sur différents sites marins à Terre Neuve et Labrador.

Remarque :

* Le prix unitaire proposé pour chaque région géographique et chaque année est d'inclure les frais de transport de la région métropolitaine.

* Le prix par km. camion demandée est pour la livraison à l'extérieur de la région métropolitaine.

SPÉCIFICATION

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

1. Étendue des travaux .1 Les travaux visés par le présent projet comprennent les installations, le matériel, les matériaux, la quincaillerie et la main-d'œuvre nécessaires à la fourniture de bois d'échantillon traité et non traité, en stricte conformité avec le devis et conformément à toutes les modalités du contrat.

2. Description des travaux .1 Les travaux comprendront, sans toutefois s'y limiter :

.1 La fourniture, le chargement, le transport et le déchargement de bois d'échantillon traité et non traité à divers endroits, à Terre-Neuve-et-Labrador.

3. Commandes subséquentes .1 Des listes de matériaux seront dressées par le représentant du Ministère pour chaque endroit et les matériaux seront fournis et livrés à ces endroits par l'entrepreneur au fur et à mesure des besoins.

4. Lieux des travaux .1 Le bois d'œuvre sera livré à divers endroits, à Terre-Neuve-et-Labrador.

5. Abréviations .1 Les abréviations des exigences normalisées suivantes sont utilisées dans le présent devis.

ONGC – Office des normes générales du Canada

CSA – Association canadienne de normalisation

CNCS – Commission nationale de classification des sciages

ASTM – American Society for Testing and Materials

.2 Lorsque ces abréviations et ces normes sont utilisées dans le cadre du projet, la plus récente version en vigueur à la date de l'appel d'offres s'applique.

6. Activités sur les lieux .1 Faire attention de ne pas obstruer ou endommager les propriétés publiques et privées avoisinantes. Ne pas entraver les activités normales en cours sur les lieux.

7. Protection .1 Entreposer tous les matériaux et le matériel nécessaires à la réalisation du projet afin d'éviter tout dommage.

.2 Remplacer tous les matériaux endommagés durant le transport à la satisfaction du représentant du Ministère et sans frais pour ce dernier.

8. Taxes et permis .1 Payer les taxes fédérales, provinciales et municipales applicables.

9. Facturation .1 L'entrepreneur doit aviser le représentant du Ministère avant chaque livraison.

.2 La facture doit comprendre les renseignements suivants :

1. Numéro du contrat
2. Lieu des travaux
3. Description des travaux
4. Numéro du projet
5. Quantités ventilées selon le tableau des prix unitaires

.3 L'entrepreneur doit fournir au représentant du Ministère deux (2) exemplaires de la liste de matériaux livrés sur les lieux, aux fins d'examen et de signature. Un (1) exemplaire sera conservé par le représentant du Ministère.

.4 En cas de litige, l'entrepreneur doit mettre tous les documents à la disposition du Ministère afin de justifier les montants facturés.

SERVICES DE LABORATOIRES

1. Exigences connexes .1 Les exigences particulières d'inspection et de mise à l'essai qui doivent être réalisées par le laboratoire d'essais désigné par l'ingénieur sont précisées dans diverses sections.

2. Nominations et paiement .1 L'ingénieur déterminera et paiera les services d'essais en laboratoire à l'exception de ce qui suit :

.1 Les inspections et essais requis par les lois, ordonnances, règles, règlements ou autres des autorités publiques.

.2 Les inspections et essais effectués exclusivement pour les besoins de l'entrepreneur.

.3 Les essais précisés qui doivent être effectués par l'entrepreneur sous la surveillance de l'ingénieur.

.4 Les essais additionnels précisés au paragraphe 2.2.

.2 Lorsque les essais ou les inspections effectués par le laboratoire d'essais désigné indiquent que les travaux n'ont pas été effectués en conformité avec les exigences, l'entrepreneur devra défrayer les coûts supplémentaires engagés par l'ingénieur pour les essais et les inspections visant à vérifier l'acceptabilité des travaux corrigés.

3. Responsabilités de l'entrepreneur .1 Fournir la main-d'œuvre et les installations permettant de :

.1 Donner accès aux ouvrages à inspecter et à mettre à l'essai.

.2 Faciliter les inspections et les essais.

.3 Remettre en état les ouvrages dérangés lors des inspections et des essais.

.4 Informer l'ingénieur suffisamment à l'avance de la tenue des opérations pour qu'il puisse prendre rendez-vous avec le personnel du laboratoire et établir le calendrier des essais.

.5 Lorsque des matériaux doivent être mis à l'essai, expédier au laboratoire d'essais la quantité demandée d'échantillons représentatifs.

6. Payer les coûts des travaux exécutés pour mettre à découvert et remettre en état les ouvrages qui étaient couverts avant que les inspections ou les essais requis soient effectués et approuvés par l'ingénieur.

BOIS DE STRUCTURE

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Description .1 La présente section décrit les exigences visant la fourniture et la livraison de bois de structure.

1.2 Travaux connexes .1 Traitement du bois : Section 06300

1.3 Protection .1 Éviter d'échapper le bois d'œuvre traité et d'endommager ou de casser les fibres du bois.

.2 Éviter de briser les surfaces du bois d'œuvre traité.

1.4 Livraison et entreposage .1 Le bois d'œuvre doit être entreposé à l'horizontale et supporté de façon uniforme sur des piles à claire-voie pour permettre la circulation d'air lorsque le bois est entreposé pendant une longue période.

.2 Durant la manutention, les pièces de bois longues doivent être supportées en un nombre suffisant de points répartis à intervalles appropriés, afin d'éviter tout dommage attribuable à une flexion excessive.

.3 Pour la manutention du bois traité, utiliser des élingues faites de corde de chanvre, de manille ou de sisal, ou tout autre dispositif de fixation approuvé qui n'endommagera pas la surface du bois traité.

.4 Ne pas utiliser d'outils tranchants et pointus pour manipuler le bois traité; cette méthode de manutention peut entraîner le refus du bois.

1.5 Mesure aux fins de paiement .1 Bois d'échantillon traité et non-traité : Le bois d'échantillon traité et non traité sera mesuré au mètre cube de bois chargé, livré et déchargé à divers endroits, à Terre-Neuve-et-Labrador. Aux fins de mesure, consulter les catégories indiquées dans le Tableau des prix unitaires.

.2 Pieux et poteaux en bois traité : Les pieux et poteaux en bois traité seront mesurés au mètre linéaire de bois chargé, livré et déchargé à divers endroits, à Terre-Neuve-et-Labrador. Aux fins de mesure, consulter les catégories indiquées dans le Tableau des prix unitaires.

.3 Transport : Tous les matériaux seront FAB destination dans les diverses zones géographiques, à Terre-Neuve-et-Labrador. Les coûts de transport seront calculés depuis les diverses

zones géographiques indiquées dans l'offre à commandes en fonction des coûts de transport décrits ci-dessous.

.4 Coûts de transport : Les coûts de transport seront déterminés en fonction des zones géographiques indiquées dans l'offre à commandes. Un taux par kilomètre s'ajoutera pour toute livraison à l'extérieur des zones métropolitaines indiquées pour chaque zone géographique. Les livraisons au Labrador pourraient occasionner des frais de traversier, qui seront indiqués séparément sur la facture. Une fois que le bois d'œuvre aura atteint sa destination, les opérations de déchargement et les frais connexes seront assumés par le fournisseur.

PARTIE 2 – PRODUITS

2.1 Bois d'œuvre .1 Bois d'œuvre : Utiliser du bois classifié et estampillé conformément aux règlements et normes de classification applicables des associations ou agences homologuées pour la classification du bois par le Conseil d'accréditation de la Commission canadienne de normalisation du bois d'œuvre de la CSA.

.2 Essences :

.1 Bois de résineux : Pruche ou Douglas

.2 Bois dur : Bouleau ou érable

.3 Platelage : Sapin, épinette ou pruche de l'Est

.4 Poteaux pour services publics : Pin rouge, pin des marais, pin tordu ou Douglas côtier, conformément à la norme CSA O15 90.

.5 Bois d'œuvre pour services publics : Bouleau ou pruche

.3 Qualité : Qualité de structure n° 1.

.1 Tous les poteaux doivent être marqués sur le côté conformément à la norme CAN/CSA-O15-90, article 5.5.2, de l'Association canadienne de normalisation, à l'aide d'une étiquette métallique marquée au poinçon, encastrée dans le poteau et située à 1,8 mètre du niveau du sol, tel que l'indique le tableau 1 de la norme CAN/CSA-O80.8-97.

.2 En plus des exigences de marquage sur le côté, conformément à la norme CAN/CSA-O15-90, article 5.5.2, de l'Association canadienne de normalisation, un code de trois lettres représentant le mois du traitement doit être ajouté à l'étiquette métallique marquée au poinçon. Les codes de trois lettres représentant les mois sont indiqués au tableau 1.

Jan	Janvier	Jul	Juillet
-----	---------	-----	---------

Feb	Février	Auq	Août
-----	---------	-----	------

Mar	Mars	Spt	Septembre
Apr	Avril	Oct	Octobre
May	Mai	Nov	Novembre
Jun	Juin	Dec	Décembre

.3 Le bout des poteaux doit porter une étiquette indiquant le code ou la marque de commerce du fournisseur, l'essence du poteau, l'emplacement de l'usine et l'année de traitement, ainsi que la catégorie et la longueur du poteau, conformément à la norme CAN/CSA-O15-90, article 5.5.1, de l'Association canadienne de normalisation.

.4 Organisme de classification : CNCS

.5 Traitement de préservation :

.1 Traitement conforme à la norme CSA-O80, pour les eaux côtières, et à la section 06300. Le bois d'œuvre sera traité à la longueur requise. Le découpage inutile sur place sera interdit.

PARTIE 3 – EXÉCUTION

3.1 Livraison .1 Tous les matériaux seront livrés et déchargés à divers endroits, à Terre-Neuve et Labrador.

.2 La livraison est habituellement requise dans les deux (2) semaines suivant la réception de la commande subséquente. À l'occasion, la livraison peut être requise dans une période d'une (1) semaine.

TRAITEMENT DU BOIS

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Description .1 La présente section décrit les exigences relatives au traitement de préservation par imprégnation sous pression, conformément à la norme CSA-O80.

1.2 Travaux connexes .1 Bois de structure : Section HC02380

1.3 Normes de référence .1 Norme CSA-O80–97 Préservation du bois ou la plus récente version en vigueur au moment de l'appel d'offres.

.2 Règles de classification pour le bois d'œuvre canadien de la CNCS, 1980, ou la plus récente version en vigueur au moment de l'appel d'offres.

.3 Norme CSA-O15–90 Poteaux et poteaux renforts en bois pour les services publics ou la plus récente version en vigueur au moment de l'appel d'offres.

1.4 Contrôle de la qualité à la source .1 L'entrepreneur doit soumettre pour approbation au représentant du Ministère le nom de la personne (ou de l'entreprise) de qui il entend acheter le bois d'œuvre dans le cadre du contrat et, si le bois est traité, l'emplacement de l'usine où le bois sera traité. Ces renseignements doivent être soumis dans les sept (7) jours suivant l'attribution du contrat.

.2 L'entrepreneur doit donner un préavis écrit de deux (2) jours au représentant du Ministère avant de procéder à tout traitement de préservation. L'entrepreneur doit indiquer le moment et l'endroit du traitement. Il doit faciliter le processus d'inspection par le représentant du Ministère et, malgré l'avis de traitement de l'entrepreneur et peu importe si le processus est inspecté ou non par un mandataire du représentant du Ministère au moment et à l'endroit du traitement, le représentant du Ministère se réserve le droit de rejeter, au lieu de livraison, une partie ou la totalité du bois d'œuvre qui ne respecte pas les exigences du devis.

.3 L'inspection et les essais effectués par le représentant du Ministère ne dégagent pas l'entrepreneur de sa responsabilité contractuelle d'assurer le contrôle de la qualité.

.4 Les matériaux seront traités et fournis selon les longueurs et les tailles indiquées dans chaque commande subséquente.

1.5 Mesure aux fins de paiement .1 Aucune mesure aux fins de paiement ne sera effectuée dans le cadre de la présente section. Le travail prévu par la présente section sera jugé accessoire aux travaux.

PARTIE 2 – PRODUITS

2.1 Traitement de préservation .1 Traiter à l'arséniate de cuivre ammoniacal (ACA), à l'arséniate de cuivre chromaté (ACC), au pentachlorophénol ou à l'aide d'un autre produit de traitement

approuvé, conformément à la norme CSA-O80 M1983, norme de traitement O80.18, tableau 1 et les normes qui s'y rapportent, selon les valeurs de rétention minimales suivantes :

Essences

ACA

ACC

kg/m3kg/m3Bois d'échantillon

- Douglas	24	30
- Pruche de l'Est ou pruche occidentale	24	30
- Bouleau ou érable	Traiter jusqu'au refus	
- Pruche, Douglas (platelage)	24	24

Pieux en bois ronds

- Douglas côtier	24	30
- Pin rouge	24	30
- Pin gris	24	30
- Pin des marais	24	30

Bois d'œuvre pour services publics

- bouleau ou pruche, précoupé et percé selon

les normes de l'industrie	6,4	s. o.
---------------------------	-----	-------

*Le bouleau et l'érable doivent être séchés à l'air pendant six (6) mois à l'abri des intempéries ou séchés au séchoir.

Essences

ACA

Pentachlorophénol

Poteaux pour services publics

- Douglas côtier	9,6	7,2
- Pin rouge	9,6	6,4
- Pin tordu	9,6	9,6
- Pin des marais	s. o.	4,8

2.2 Matériaux .1 Pieux en bois ronds : Conformes à la norme CAN3-056 M79 pour les pieux nettoyés et écorcés, avec un bout d'au moins 300 mm et une pointe d'un diamètre variant en fonction de la longueur.

.2 Poteaux en bois ronds : Conformes à la norme CSA-O15-97, mécaniquement écorcés. Toutes les catégories et les longueurs de poteau standard de l'industrie des services publics doivent être disponibles. Le traitement doit respecter les valeurs d'analyse, de pénétration et de rétention du tableau 1 de la norme CSA O80.4 97.

PARTIE 3 – EXÉCUTION

3.1 Traitement sur le terrain .1 Le traitement du bois d'œuvre sur le terrain est interdit.

.1 Manipuler les matériaux traités sous pression de manière à éviter tout dommage qui pourrait exposer des parties non traitées. Les matériaux endommagés pourraient être rejetés et remplacés aux frais de l'entrepreneur.

3.2 Contrôle de la qualité sur le terrain .1 Le bois d'œuvre pourri, les fentes qui exposent le bois non traité, une quantité excessive de flaches ou le bois d'œuvre qui ne peut être redressé de manière à être structurellement solide sont inacceptables.

.2 Le représentant du Ministère se réserve le droit d'effectuer sur le terrain des essais de pénétration et de rétention des produits de préservation sur le bois d'œuvre traité. Le bois d'œuvre qui ne respecte pas les exigences du devis peut être rejeté en vertu du contrat.

ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT**PRIX POUR LA PREMIÈRE ANNÉE**

Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux St. John's et Avalon	Unité de mesure	Quantité Estimée	Prix unitaire	Prix total estimé
A. BOIS D'ÉCHANTILLON TRAITÉ:				
Bois de résineux				
1 (50-205) X (100-205) (0-4900)	m³	1,500	\$	\$
2A (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Pruche	m³	400	\$	\$
2B (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Douglas	m³	400	\$	\$
3A (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Pruche	m³	3,000	\$	\$
3B (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Douglas	m³	400	\$	\$
4 (50-205) X (100-205) (4901-6100)	m³	400	\$	\$
5 (50-205) X (100-205) (6101-12200)	m³	400	\$	\$
Bois durs				
6 (100-150) X 150 (0-3600)	m³	150	\$	\$
7 (100-150) X 150 (3601-4900)	m³	50	\$	\$
Platelage				
8 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m³	100	\$	\$
9 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m³	50	\$	\$
Bois d'œuvre pour services publics (paquets de 25)				
10 (50-150) X (50-150) (0-4900)	m³	50	\$	\$
B. BOIS D'ÉCHANTILLON NON TRAITÉ :				
Bois durs				
11 (100-150) X 150 (0-3600)	m³	1,000	\$	\$
12 (100-150) X 150 (3601-4900)	m³	300	\$	\$
Platelage				
13 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m³	100	\$	\$
14 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m³	50	\$	\$
C. PIEUX EN BOIS TRAITÉ				
15 (N° 30) - (4500-12000)	m lin.	1,000	\$	\$
16 (N° 30) - (12200-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
17 (N° 30) - (16600-20000)	m lin.	1,000	\$	\$
D. POTEaux EN BOIS TRAITÉ				
18 (Catégorie 3) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
19 (Catégorie 4) - (7500-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
20 (Catégorie 5) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
E. TRANSPORT				
Prix par km en camion	km	30,000	\$	\$
TOTAL			\$	

Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux Gander et Centre de T.-N.-L.	Unité de mesure	Quantité Estimée	Prix unitaire	Prix total estimé
A. BOIS D'ÉCHANTILLON TRAITÉ				
Bois de résineux				
1 (50-205) X (100-205) (0-4900)	m ³	1,500	\$	\$
2A (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Pruche	m ³	400	\$	\$
2B (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Douglas	m ³	400	\$	\$
3A (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Pruche	m ³	3,000	\$	\$
3B (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Douglas	m ³	400	\$	\$
4 (50-205) X (100-205) (4901-6100)	m ³	400	\$	\$
5 (50-205) X (100-205) (6101-12200)	m ³	400	\$	\$
Bois durs				
6 (100-150) X 150 (0-3600)	m ³	150	\$	\$
7 (100-150) X 150 (3601-4900)	m ³	50	\$	\$
Platelage				
8 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m ³	100	\$	\$
9 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m ³	50	\$	\$
Bois d'œuvre pour services publics (paquets de 25)				
10 (50-150) X (50-150) (0-4900)	m ³	50	\$	\$
B. BOIS D'ÉCHANTILLON NON TRAITÉ				
Bois durs				
11 (100-150) X 150 (0-3600)	m ³	1,000	\$	\$
12 (100-150) X 150 (3601-4900)	m ³	300	\$	\$
Platelage				
13 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m ³	100	\$	\$
14 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m ³	50	\$	\$
C. PIEUX EN BOIS TRAITÉ				
15 (N° 30) - (4500-12000)	m lin.	1,000	\$	\$
16 (N° 30) - (12200-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
17 (N° 30) - (16600-20000)	m lin.	1,000	\$	\$
D. POTEaux EN BOIS TRAITÉ				
18 (Catégorie 3) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
19 (Catégorie 4) - (7500-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
20 (Catégorie 5) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
E. TRANSPORT				
Prix par km en camion	km	30,000	\$	\$

TOTAL	\$	
--------------	-----------	--

Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux Corner Brook et Ouest de T.-N.-L.	Unité de mesure	Quantité Estimée	Prix unitaire	Prix total estimé
A. BOIS D'ÉCHANTILLON TRAITÉ				
Bois de résineux				
1 (50-205) X (100-205) (0-4900)	m³	1,500	\$	\$
2A (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Pruche	m³	400	\$	\$
2B (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Douglas	m³	400	\$	\$
3A (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Pruche	m³	3,000	\$	\$
3B (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Douglas	m³	400	\$	\$
4 (50-205) X (100-205) (4901-6100)	m³	400	\$	\$
5 (50-205) X (100-205) (6101-12200)	m³	400	\$	\$
Bois durs				
6 (100-150) X 150 (0-3600)	m³	150	\$	\$
7 (100-150) X 150 (3601-4900)	m³	50	\$	\$
Platelage				
8 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m³	100	\$	\$
9 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m³	50	\$	\$
Bois d'œuvre pour services publics (paquets de 25)				
10 (50-150) X (50-150) (0-4900)	m³	50	\$	\$
B. BOIS D'ÉCHANTILLON NON TRAITÉ				
Bois durs				
11 (100-150) X 150 (0-3600)	m³	1,000	\$	\$
12 (100-150) X 150 (3601-4900)	m³	300	\$	\$
Platelage				
13 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m³	100	\$	\$
14 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m³	50	\$	\$
C. PIEUX EN BOIS TRAITÉ				
15 (N° 30) - (4500-12000)	m lin.	1,000	\$	\$
16 (N° 30) - (12200-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
17 (N° 30) - (16600-20000)	m lin.	1,000	\$	\$
D. POTEaux EN BOIS TRAITÉ				
18 (Catégorie 3) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
19 (Catégorie 4) - (7500-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
20 (Catégorie 5) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
E. TRANSPORT				
Prix par km en camion	km	30,000	\$	\$

TOTAL**\$**

Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux Goose Bay et Labrador	Unité de mesure	Quantité Estimée	Prix unitaire	Prix total estimé
A. BOIS D'ÉCHANTILLON TRAITÉ				
Bois de résineux				
1 (50-205) X (100-205) (0-4900)	m ³	1,500	\$	\$
2A (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Pruche	m ³	400	\$	\$
2B (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Douglas	m ³	400	\$	\$
3A (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Pruche	m ³	3,000	\$	\$
3B (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Douglas	m ³	400	\$	\$
4 (50-205) X (100-205) (4901-6100)	m ³	400	\$	\$
5 (50-205) X (100-205) (6101-12200)	m ³	400	\$	\$
Bois durs				
6 (100-150) X 150 (0-3600)	m ³	150	\$	\$
7 (100-150) X 150 (3601-4900)	m ³	50	\$	\$
Platelage				
8 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m ³	100	\$	\$
9 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m ³	50	\$	\$
Bois d'œuvre pour services publics (paquets de 25)				
10 (50-150) X (50-150) (0-4900)	m ³	50	\$	\$
B. BOIS D'ÉCHANTILLON NON TRAITÉ				
Bois durs				
11 (100-150) X 150 (0-3600)	m ³	1,000	\$	\$
12 (100-150) X 150 (3601-4900)	m ³	300	\$	\$
Platelage				
13 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m ³	100	\$	\$
14 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m ³	50	\$	\$
C. PIEUX EN BOIS TRAITÉ				
15 (N° 30) - (4500-12000)	m lin.	1,000	\$	\$
16 (N° 30) - (12200-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
17 (N° 30) - (16600-20000)	m lin.	1,000	\$	\$
D. POTEaux EN BOIS TRAITÉ				
18 (Catégorie 3) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
19 (Catégorie 4) - (7500-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
20 (Catégorie 5) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
E. TRANSPORT				
Prix par km en camion	km	30,000	\$	\$

TOTAL**\$**

N° de l'invitation - Sollicitation No.

EA003-182986/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

EA003-182986

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

XAQ-7-40207

Id de l'acheteur - Buyer ID

xaq031

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Pour les articles supplémentaires qui ne figurent pas dans les tableaux, le prix de gros comme indiqué dans votre usine et entrepôt des bureaux de vente à la date de la commande moins un rabais de _____ % s'appliquera.

ANNÉE DEUX PRIX

Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux St. John's et Avalon	Unité de mesure	Quantité Estimée	Prix unitaire	Prix total estimé
A. BOIS D'ÉCHANTILLON TRAITÉ:				
Bois de résineux				
1 (50-205) X (100-205) (0-4900)	m ³	1,500	\$	\$
2A (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Pruche	m ³	400	\$	\$
2B (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Douglas	m ³	400	\$	\$
3A (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Pruche	m ³	3,000	\$	\$
3B (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Douglas	m ³	400	\$	\$
4 (50-205) X (100-205) (4901-6100)	m ³	400	\$	\$
5 (50-205) X (100-205) (6101-12200)	m ³	400	\$	\$
Bois durs				
6 (100-150) X 150 (0-3600)	m ³	150	\$	\$
7 (100-150) X 150 (3601-4900)	m ³	50	\$	\$
Platelage				
8 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m ³	100	\$	\$
9 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m ³	50	\$	\$
Bois d'œuvre pour services publics (paquets de 25)				
10 (50-150) X (50-150) (0-4900)	m ³	50	\$	\$
B. BOIS D'ÉCHANTILLON NON TRAITÉ :				
Bois durs				
11 (100-150) X 150 (0-3600)	m ³	1,000	\$	\$
12 (100-150) X 150 (3601-4900)	m ³	300	\$	\$
Platelage				
13 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m ³	100	\$	\$
14 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m ³	50	\$	\$
C. PIEUX EN BOIS TRAITÉ				
15 (N° 30) - (4500-12000)	m lin.	1,000	\$	\$
16 (N° 30) - (12200-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
17 (N° 30) - (16600-20000)	m lin.	1,000	\$	\$
D. POTEaux EN BOIS TRAITÉ				
18 (Catégorie 3) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
19 (Catégorie 4) - (7500-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
20 (Catégorie 5) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
E. TRANSPORT				
Prix par km en camion	km	30,000	\$	\$
TOTAL			\$	

Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux Gander et Centre de T.-N.-L.	Unité de mesure	Quantité Estimée	Prix unitaire	Prix total estimé
A. BOIS D'ÉCHANTILLON TRAITÉ				
Bois de résineux				
1 (50-205) X (100-205) (0-4900)	m³	1,500	\$	\$
2A (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Pruche	m³	400	\$	\$
2B (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Douglas	m³	400	\$	\$
3A (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Pruche	m³	3,000	\$	\$
3B (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Douglas	m³	400	\$	\$
4 (50-205) X (100-205) (4901-6100)	m³	400	\$	\$
5 (50-205) X (100-205) (6101-12200)	m³	400	\$	\$
Bois durs				
6 (100-150) X 150 (0-3600)	m³	150	\$	\$
7 (100-150) X 150 (3601-4900)	m³	50	\$	\$
Platelage				
8 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m³	100	\$	\$
9 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m³	50	\$	\$
Bois d'œuvre pour services publics (paquets de 25)				
10 (50-150) X (50-150) (0-4900)	m³	50	\$	\$
B. BOIS D'ÉCHANTILLON NON TRAITÉ				
Bois durs				
11 (100-150) X 150 (0-3600)	m³	1,000	\$	\$
12 (100-150) X 150 (3601-4900)	m³	300	\$	\$
Platelage				
13 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m³	100	\$	\$
14 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m³	50	\$	\$
C. PIEUX EN BOIS TRAITÉ				
15 (N° 30) - (4500-12000)	m lin.	1,000	\$	\$
16 (N° 30) - (12200-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
17 (N° 30) - (16600-20000)	m lin.	1,000	\$	\$
D. POTEaux EN BOIS TRAITÉ				
18 (Catégorie 3) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
19 (Catégorie 4) - (7500-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
20 (Catégorie 5) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
E. TRANSPORT				
Prix par km en camion	km	30,000	\$	\$

TOTAL \$

Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux Corner Brook et Ouest de T.-N.-L.	Unité de mesure	Quantité Estimée	Prix unitaire	Prix total estimé
A. BOIS D'ÉCHANTILLON TRAITÉ				
Bois de résineux				
1 (50-205) X (100-205) (0-4900)	m³	1,500	\$	\$
2A (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Pruche	m³	400	\$	\$
2B (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Douglas	m³	400	\$	\$
3A (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Pruche	m³	3,000	\$	\$
3B (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Douglas	m³	400	\$	\$
4 (50-205) X (100-205) (4901-6100)	m³	400	\$	\$
5 (50-205) X (100-205) (6101-12200)	m³	400	\$	\$
Bois durs				
6 (100-150) X 150 (0-3600)	m³	150	\$	\$
7 (100-150) X 150 (3601-4900)	m³	50	\$	\$
Platelage				
8 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m³	100	\$	\$
9 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m³	50	\$	\$
Bois d'œuvre pour services publics (paquets de 25)				
10 (50-150) X (50-150) (0-4900)	m³	50	\$	\$
B. BOIS D'ÉCHANTILLON NON TRAITÉ				
Bois durs				
11 (100-150) X 150 (0-3600)	m³	1,000	\$	\$
12 (100-150) X 150 (3601-4900)	m³	300	\$	\$
Platelage				
13 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m³	100	\$	\$
14 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m³	50	\$	\$
C. PIEUX EN BOIS TRAITÉ				
15 (N° 30) - (4500-12000)	m lin.	1,000	\$	\$
16 (N° 30) - (12200-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
17 (N° 30) - (16600-20000)	m lin.	1,000	\$	\$
D. POTEaux EN BOIS TRAITÉ				
18 (Catégorie 3) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
19 (Catégorie 4) - (7500-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
20 (Catégorie 5) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
E. TRANSPORT				
Prix par km en camion	km	30,000	\$	\$

TOTAL**\$**

Catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux Goose Bay et Labrador	Unité de mesure	Quantité Estimée	Prix unitaire	Prix total estimé
A. BOIS D'ÉCHANTILLON TRAITÉ				
Bois de résineux				
1 (50-205) X (100-205) (0-4900)	m³	1,500	\$	\$
2A (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Pruche	m³	400	\$	\$
2B (206-300) X (206-300) (4901-6100) - Douglas	m³	400	\$	\$
3A (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Pruche	m³	3,000	\$	\$
3B (206-300) X (206-300) (6101-12200) - Douglas	m³	400	\$	\$
4 (50-205) X (100-205) (4901-6100)	m³	400	\$	\$
5 (50-205) X (100-205) (6101-12200)	m³	400	\$	\$
Bois durs				
6 (100-150) X 150 (0-3600)	m³	150	\$	\$
7 (100-150) X 150 (3601-4900)	m³	50	\$	\$
Platelage				
8 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m³	100	\$	\$
9 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m³	50	\$	\$
Bois d'œuvre pour services publics (paquets de 25)				
10 (50-150) X (50-150) (0-4900)	m³	50	\$	\$
B. BOIS D'ÉCHANTILLON NON TRAITÉ				
Bois durs				
11 (100-150) X 150 (0-3600)	m³	1,000	\$	\$
12 (100-150) X 150 (3601-4900)	m³	300	\$	\$
Platelage				
13 (50-75) X (150-200) (0-4900)	m³	100	\$	\$
14 (50-75) X (150-200) (4901-6100)	m³	50	\$	\$
C. PIEUX EN BOIS TRAITÉ				
15 (N° 30) - (4500-12000)	m lin.	1,000	\$	\$
16 (N° 30) - (12200-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
17 (N° 30) - (16600-20000)	m lin.	1,000	\$	\$
D. POTEAUX EN BOIS TRAITÉ				
18 (Catégorie 3) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
19 (Catégorie 4) - (7500-16500)	m lin.	1,000	\$	\$
20 (Catégorie 5) - (7500-16500)	m lin.	500	\$	\$
E. TRANSPORT				
Prix par km en camion	km	30,000	\$	\$

TOTAL**\$**

N° de l'invitation - Sollicitation No.

EA003-182986/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

EA003-182986

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

XAQ-7-40207

Id de l'acheteur - Buyer ID

xaq031

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Pour les articles supplémentaires qui ne figurent pas dans les tableaux, le prix de gros comme indiqué dans votre usine et entrepôt des bureaux de vente à la date de la commande moins un rabais de _____ % s'appliquera.

ANNEXE « C » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Tel qu'indiqué à la clause 3.1.2 de la Partie 3, l'offrant doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

N° de l'invitation - Sollicitation No.

EA003-182986/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

EA003-182986

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

XAQ-7-40207

Id de l'acheteur - Buyer ID

xaq031

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D » EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE